

RÉSEAUX

FEMME, RECHERCHE MANDAT ADMINISTRATIF

Sous la houlette de Professional Women's Network, un groupe de femmes d'affaires et de cadres dirigeantes a lancé le réseau Board Network, pour favoriser l'accès des femmes aux conseils d'administration.

nouveau Board Network, lancé officiellement le 12 juin, à l'occasion d'un congrès du Professional Women's Network (PWN), réseau international de femmes cadres et dirigeantes. « Il s'agit de rechercher activement des mandats dans toutes les sociétés qui devront avoir des femmes dans leur conseil, et de partager les informations : si un mandat ne vous convient pas, sans doute conviendra-t-il à une autre femme du réseau », explique Isabelle Lange, vice-présidente de PWN Paris.

LE CHIFFRE

70 %

C'est le pourcentage de DRH dont l'entreprise possède une politique ou de grandes lignes directrices destinées à garantir l'égalité femmes-hommes en matière d'embauche. Mais seulement 42 % estiment que ces mesures sont effectives et 41 % qu'elles devraient être mises à jour. Ils sont 44 % à reconnaître que les femmes doivent travailler plus que les hommes pour obtenir de la reconnaissance ou une promotion. Enfin 36 % déclarent que des cas de discrimination ou de harcèlement sont signalés de temps à autre mais 35 % des entreprises n'ont pas de solutions concrètes pour lutter contre le sexisme. ♦

Enquête Monster/YouGov en partenariat avec Social Builder, 30 mai 2018.

« Pourquoi devrions-nous nous justifier ? On ne demanderait jamais cela à un homme ! Si nous voulons siéger dans un conseil d'administration, c'est parce que nous en avons le désir et les compétences ! », s'exclame Fabienne Pehuet Lucet, membre du nouveau réseau mis en place par des femmes et pour des femmes – « même si les hommes sont les bienvenus » – dans le but de favoriser l'obtention de mandats d'administratrices dans les entreprises. Sur fond d'extension du champ d'application de la loi Copé-Zimmerman (obligeant depuis le 1^{er} janvier 2017 les grandes entreprises et les ETI à compter au moins 40 % de femmes dans leurs conseils d'administration), qui touchera les entreprises plus petites (de plus de 50 millions d'euros de chiffre d'affaires et de 250 salariés) à partir de 2020, de révision du code Afep/Medef concernant les normes de gouvernance pour les sociétés cotées, sans oublier le projet de loi Pacte, visant notamment à renforcer l'égalité femmes-hommes dans la gouvernance, les astres étaient alignés. Restait à prendre le sujet à bras-le-corps. Et c'est ce que font aujourd'hui les femmes de ce

« Il s'agit de rechercher activement des mandats dans toutes les sociétés qui devront avoir des femmes dans leur conseil. »

ISABELLE LANGE,
VICE-PRÉSIDENTE DE PWN PARIS

Une attitude proactive, donc, de la part de ces femmes qui ne se contentent pas de figurer dans un simple vivier, comme il en existe heureusement plusieurs à l'échelle européenne. Et une approche collaborative, fondée sur la confiance réciproque, de nature à faire mieux avancer la cause des femmes administratrices. Pour l'heure, le Board Network a sélectionné 50 femmes, déjà administratrices ou prêtes à le devenir, selon leurs connaissances des secteurs économiques, leur expérience et leur volonté d'apporter leur pierre à l'édifice en favorisant la bonne gouvernance et la vision stratégique des entreprises. Et le réseau compte bien étoffer son offre auprès des entreprises à l'avenir... ♦ L. Z.

MOUVEMENT

GATTAZ PREND LA TÊTE DE BUSINESS EUROPE

Il y a encore une vie dans les instances patronales après la présidence du Medef. Pierre Gattaz a été élu, le 18 mai dernier, président de Business Europe, la confédération européenne des employeurs, qui regroupe 39 fédérations patronales au sein de 34 pays. Il prendra ses fonctions, pour une durée de deux ans, le 5 juillet prochain. « C'est le président dont Business Europe a besoin en ces temps de tension internationale », a salué l'Italienne Emma Marcegaglia, sa prédécesseure à la tête du club patronal. Pierre Gattaz arrive à ce poste dans un contexte marqué par les récentes dispositions protectionnistes de Donald Trump en matière d'acier et d'aluminium. « Nous devons impérativement dépasser nos clivages politiques nationaux pour bâtir ensemble de nouvelles solutions pour la compétitivité de nos entreprises et pour l'emploi en Europe », a-t-il d'ailleurs indiqué après l'annonce de son élection. ♦